

Pourquoi le front populaire* a-t-il finalement échoué ?

par Georges LEFRANC,

Ancien élève de l'École Normale Supérieure. Agrégé d'histoire.

★

L'étude historique qu'on va lire n'est inspirée d'aucun parti pris d'hostilité. Son auteur a vécu les événements de 1934 à 1938 du côté du Front Populaire ; militant du Parti Socialiste, il était le secrétaire du groupe de Révolution Constructive ; militant de la CGT, il dirigeait l'Institut Supérieur Ouvrier. S'il a éprouvé très tôt de sérieuses inquiétudes sur le sens de l'action qui était menée, il les a fait taire alors, pour ne pas être accusé de compromettre les résultats de l'effort entrepris (1).

Près de trente années ont passé depuis que le 6 février 1934 a amorcé le processus d'où est issu le Front Populaire. La parole est maintenant aux historiens qui peuvent juger avec toute la sérénité souhaitable. Tant mieux si leurs analyses peuvent se nourrir de témoignages de première main, comme ceux dont fait état cet article.

En quel sens il y eut échec.

Nous n'écarterons pas la question préalable que tout lecteur a le droit de poser.

Le Front Populaire a-t-il vraiment échoué ?

Si l'on considère que son premier but, lorsqu'il a pris conscience de lui-même et de la force qu'il représentait, dans les manifestations populaires du 14 juillet 1935, était d'empêcher les Ligues (2) de prendre le pouvoir, il a atteint son but.

Il l'a même dépassé puisqu'initialement conçu comme un rassemblement défensif, il a pu ultérieurement passer à l'offensive et prendre le pouvoir.

Même lorsque le Front Populaire a perdu le pouvoir, ce ne sont pas les Ligues qui en ont bénéficié (3).

Non : de ce point de vue, le Front Populaire n'a pas échoué. Il n'a pas échoué, non plus, dans la tâche redoutable de pacification sociale qui lui est incombée du fait du surgissement des grandes grèves, avec occupation des lieux de travail, en mai-juin 1936.

Mais si l'on considère le slogan qu'il avait fait sien, promettant aux masses qui le suivraient de leur donner « Le Pain, la Paix, la Liberté », il faut conclure à l'échec.

L'augmentation du niveau de vie n'a été que provisoire.

La liberté n'a pas été durablement assurée.

La Paix n'a pas été sauvée.

Cette Chambre de Front Populaire dont l'élection avait soulevé d'immenses espérances, a abouti

* Nous emploierons ici l'expression de *Front Populaire* qui a été consacrée par l'usage. Mais l'expression initiale était celle de *Rassemblement Populaire* qu'on trouve dans tous les documents édités pour le 14 juillet 1935. Si l'expression de Front Populaire a prévalu, c'est peut-être parce qu'elle est plus brève ; c'est peut-être aussi parce que les communistes qui l'avaient déjà lancée, ont continué à l'utiliser et l'ont popularisée.

(1) M. Georges LEFRANC poursuit la série de ses remarquables travaux sur l'histoire du socialisme (Cf. dans « Res Publica » n° 2, 1964, le compte rendu de son *Histoire du Socialisme sous la III^e République*). Le présent article résume les conclusions du livre qu'il a consacré à *l'Histoire du Front Populaire*, et qui doit paraître prochainement chez Payot. Nous remercions très vivement M. Lefranc d'avoir bien voulu nous confier ces quelques pages à plus d'un point de vue étonnantes.

(2) Les « Ligues », c'est en 1934-1935 l'*Action Française*, les *Croix de Feu*, et leur filiale, les *Volontaires Nationaux*, les *Jeunesses Patriotes* et la *Solidarité Française*, unis dans une commune hostilité au parlementarisme et dans une même aspiration vers un Etat fort, mais divisés sur les formules positives à mettre en œuvre.

(3) Le Parti Populaire Français de Doriot, qui, à partir de l'été 1935, entre à son tour en scène (recrutant d'ailleurs certains « antifacistes », tel Ramon Fernandez) n'en a pas davantage bénéficié.

à la guerre, à la défaite, à l'occupation, avec tout le lugubre cortège de maux sans nombre qui les ont accompagnées.

Sans doute n'était-il au pouvoir de personne de tenir de pareilles promesses. Mais la sagesse eût alors commandé de ne pas les lancer.

Ni dans le domaine politique, ni dans le domaine extérieur, le Front Populaire n'a profondément marqué la réalité qu'il trouvait devant lui. Les événements ont continué leur marche, plus forts que les hommes qui essayaient de s'interposer.

Rien n'est-il demeuré ? Le Front Populaire n'a-t-il donc laissé aucune œuvre positive ? Il serait injuste de le soutenir. S'il n'est pas parvenu à mettre sur pied le Statut Moderne du Travail dont la France avait besoin et dont elle continue d'avoir besoin, il a cependant, sous la poussée des masses impatientes, rendu impossible le maintien d'un certain « patronat de droit divin » qui ne tolérait ni la liberté syndicale, ni l'égalité dans la négociation. Malgré les oscillations qui ont suivi, un ordre nouveau qui libérerait les ouvriers de la peur, a été conçu comme possible ; les congés payés accordés pour la première fois ont été accueillis comme une promotion à l'humain, qui depuis lors, s'est consolidée et élargie.

De ce point de vue, l'échec n'a donc pas non plus été total : rien ne se passera plus désormais comme auparavant. Mais ces résultats partiels ont laissé aux masses populaires un amer sentiment d'insatisfaction. Pourquoi ?

Victorieux aux élections législatives du 3 mai 1936 (4), le Front Populaire se brise irrémédiablement à l'automne de 1938.

Dès le 21 juin 1937, la démission (devant l'opposition du Sénat) du Gouvernement constitué par Léon Blum le 4 juin 1936, l'a frappé à mort ; il est entré dans une lente agonie qu'ont vainement prolongée la constitution d'un gouvernement Chautemps en juin 1937, puis la tentative de reconstitution d'un gouvernement Blum (13 mars - 7 avril 1938), à laquelle son chef lui-même ne croyait pas (5).

L'expérience gouvernementale, telle que la concevaient la majorité des électeurs qui avaient voté pour le Front Populaire, a donc été brève.

*
**

Cette brièveté est déjà le signe d'un échec. Il existe de sérieuses raisons de penser que Léon Blum, à certains moments au moins, a espéré que son gouvernement serait un gouvernement de législation.

Quatre Partis politiques, le Parti Communiste, SFIC, le Parti Socialiste SFIO, l'Union Socialiste Républicaine (6), le Parti Radical et Radical Socialiste se sont associés pour défendre les libertés républicaines menacées par le 6 février 1934 et par l'agitation des « Liges ». Ils ont accepté un programme commun qui lie, comme il lie le gouvernement issu de leur victoire. Lorsqu'au début de 1936 ce programme a été publié, les leaders ont estimé qu'ils avaient là une garantie que ne se renouvelle pas dans la législature de 1936, ce qui s'est passé dans celles de 1924 et de 1932 : les gauches victorieuses unies devant le corps électoral, séparées par l'usage du pouvoir.

Si le gouvernement demeure fidèle à son engagement, la majorité doit demeurer fidèle au gouvernement : tel est le thème qu'a développé maintes fois Léon Blum avant et après la victoire. Dans le cas où il s'élèverait des différents entre les quatre contractants, un arbitrage est possible : celui des autres organisations qui siègent au Comité Directeur du Front Populaire (7).

Jamais le gouvernement Léon Blum n'a été désavoué par le Comité Directeur du Front Populaire. C'est devant un obstacle extérieur qu'il est tombé. Mais, depuis des mois déjà, la confiance de la

(4) Le scrutin comportait deux tours ; c'est seulement au soir du second tour que le Front Populaire fut assuré de sa majorité (281 voix contre 210 lors du premier vote politique de la Législature).

(5) En mars 1938, Léon Blum voulait dépasser le Front Populaire en constituant un gouvernement « de Thorez à Marin » (ce dernier, leader de la droite).

(6) Composée de dissidents du Parti Socialiste à trois époques différentes (1905-1906, 1919-1920 et 1934-1935), ou de réfractaires à sa discipline que l'avenir devait eux-mêmes jeter dans des directions différentes : Boncour, Déat, Marquet, Montagnon, Ramadier...

(7) A sa fondation, le 14 juillet 1935, le Front Populaire comptait une cinquantaine d'organisations adhérentes. Leur nombre monta à une centaine. Le Comité directeur comprenait les délégués de dix grandes organisations : les quatre partis, la CGT (Jouhaux Belin), la Confédération Générale du Travail Unitaire (Frachon), le Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes (Rivet, Alain, Langevin), la Ligue des Droits de l'Homme (V. Basch, E. Kahn), le Mouvement d'Amsterdam-Pleyel (Communiste) et le Mouvement d'Action Combattante. En mars 1936, la CGTU avait fusionné avec la CGT mais sans que la délégation syndicale fût diminuée en nombre : la CGT réunifiée comptait pour deux.

majorité des électeurs qui avaient voté pour le Front Populaire, était traversée d'inquiétudes.

Sans doute y avait-il, dès le début du gouvernement, un malentendu.

Lorsque Marceau Pivert, le bouillant leader de la tendance de gauche de la SFIO, la *Gauche Révolutionnaire* écrit dans le journal officiel du Parti, le *Populaire de Paris*, le 27 mai 1936, « tout est possible », il exprime incontestablement l'avis d'un grand nombre.

Léon Blum considère, que son action est limitée par de strictes conditions qu'il ne lui appartient pas de dépasser. Depuis des années (8), il a entrepris d'expliquer à ses camarades de la SFIO qu'il ne doit y avoir aucune confusion entre l'*exercice du pouvoir* en régime capitaliste et la *conquête du pouvoir*. Dans le premier cas, le Parti socialiste doit respecter scrupuleusement la légalité ; dans le second cas, il peut la mettre en vacances. Arrivé au pouvoir *démocratiquement*, le Parti Socialiste n'a pas le droit d'en user *révolutionnairement* ; il y aurait là de sa part une escroquerie. Les conditions de constitution et de développement du Front Populaire n'ont pu que le confirmer dans ces scrupules juridiques (9).

Léon Blum considère sa venue au pouvoir comme une *expérience* au sens le plus précis du terme : déterminer ce qu'il est possible d'injecter de réformes sociales au régime capitaliste, tel qu'il est.

« Il s'agit, dit-il le 30 mai 1936, devant le 33^e Congrès du Parti Socialiste SFIO, de savoir, si par une action accomplie à l'intérieur du régime actuel, il est possible de préparer dans les esprits et dans les choses, l'avènement inévitable du régime qui est notre fin et notre but ».

A cette question, un an plus tard, le 6 juin 1937, prenant la parole à Saint Léonard, en Haute Vienne, il paraît tenté de donner une réponse négative :

« Si nous échouons, ce n'est pas, je crois, sur l'insuffisance de notre personne que l'on pourrait rejeter la responsabilité. On serait alors obligé de demander (et c'est une réflexion bien grave !) s'il n'y a pas un vice plus profond, un vice congénital, si ce que nous avons cru possible que nous continuons à croire possible, ne l'est pas ; s'il n'est vraiment pas possible à l'intérieur du cadre légal, à l'aide des institutions démocratiques, par une

coalition de partis, sans excéder un programme commun qui respecte les principes de la société actuelle, de procurer aux masses populaires de ce pays, les réformes de progrès et de justice qu'elles attendent. Voilà la question qui se poserait ; et c'est sérieux ».

Au Sénat, le 1^{er} octobre 1936, Léon Blum dit de même : « Mon gouvernement n'a pas le mandat, ni l'intention de procéder à une expropriation révolutionnaire de certaine forme de la propriété capitaliste.

Si cette expérience à un sens, c'est de prouver dans quelle mesure, jusqu'à quel degré il est possible de réaliser une certaine quantité de progrès social et d'égalité humaine à l'intérieur des cadres légaux, à l'intérieur du régime républicain, à l'intérieur du régime de société et de propriété qui est celui de la France ».

Léon Blum savait qu'il n'attendait de son expérience qu'un résultat limité. Malgré ces avertissements, les masses ne le savaient pas. Il savait aussi ce à quoi il ne voulait pas qu'elle aboutisse.

Deux précédents sont toujours présents dans sa mémoire : celui de la social-démocratie allemande, plus exactement des leaders majoritaires, Ebert, Scheidemann, Noske, brisant l'insurrection spartakiste (1919-1920) ; celui de Ramsay MacDonald coupant en deux le Parti Travailleuse pour former un gouvernement d'union nationale (1931).

Le dernier discours que Léon Blum prononce devant ses camarades SFIO réunis en Congrès le 30 mai 1936 (avant de former son gouvernement) constituait à cet égard un serment solennel.

« Je vous déclare, en ce qui me concerne, que je suis résolu à tout affronter, sauf une chose : une mésintelligence avec le Parti ou une mésintelligence avec l'ensemble de la classe ouvrière. C'est là que serait le seul obstacle insurmontable et insurmon-

(8) Je l'ai entendu formuler pour la première fois cette distinction au Congrès de la Bellevilloise le 10 janvier 1936 : « Je ne suis pas légalitaire en ce qui concerne la conquête du pouvoir, mais je déclare catégoriquement que je le suis en ce qui concerne l'exercice du pouvoir. »

(9) Invité officieusement à constituer le gouvernement au début de mai avant la fin normale de la législature de 1932, Léon Blum s'y refuse. Chargé officiellement de former le ministère, il refuse aussi de tenter avant d'avoir obtenu un vote de confiance, aucune démarche pour résoudre le conflit social qui se traduit par la généralisation des grèves avec occupation ; il se borne à un appel radiophonique dont l'effet est nul.

table parce que, en ce qui me concerne, je ne voudrais pas le surmonter » (10).

De ce point de vue aussi, l'expérience se soldera par un double échec.

Nul doute qu'à l'intérieur de la CGT il y ait eu une majorité, à partir de l'automne 1936 pour condamner certains aspects au moins de l'action de Léon Blum : Jouhaux, secrétaire général de la CGT, n'était, pas plus que les communistes, favorable à la politique de non intervention finalement adoptée par Léon Blum devant la guerre civile d'Espagne.

Quant à l'unité du Parti Socialiste, elle sera, elle-même atteinte de plusieurs manières :

Psychologiquement, par la répugnance avec laquelle la majorité des militants considèrent l'éventuelle constitution d'un gouvernement Léon Blum allant de Thorez à Marin — et même par la très faible majorité qui au Congrès de Marseille (10-13 juillet 1937) accepte la participation au Ministère Chautemps (11).

Organiquement par l'exclusion de Marceau Pivert (12) et de la Gauche révolutionnaire (13) qui constituent entre la SFIO et le Parti Communiste un parti nouveau le Parti Socialiste ouvrier et Paysan (dont l'action sera d'ailleurs, peut-être par suite des circonstances, fort réduite).

Politiquement par le dissentiment de plus en plus grave qui, à partir de l'été 1938, en politique extérieure, oppose Léon Blum, président du groupe socialiste au Parlement et directeur du Populaire et Paul Faure, secrétaire général du Parti. Depuis, le Congrès de Tours en décembre 1920, les militants avaient pris l'habitude de considérer que le Parti ne pouvait vivre et grandir que par l'accord des deux hommes. Leur opposition, désormais irréductible, que les événements aggravent de mois en mois, désoriente les propagandistes et paralyse le recrutement.

Echec de l'expérience par sa brièveté, par ses résultats limités par ses répercussions sur la vie du Parti Socialiste.

Echec d'un homme.

Cet échec est-il l'échec d'un homme que les circonstances auraient révélé inférieur à sa tâche ?

Quel que soit notre désir de dépersonnaliser le débat, nous ne pouvons fuir la question.

Nous le pouvons d'autant moins que cette question, Léon Blum lui-même l'a posée, avant que l'expérience ne commence.

Au Conseil National du Parti Socialiste le 10 mai 1936, il a dit :

« Il faut que, devant les circonstances actuelles, un autre homme se révèle dans un homme. Je ne sais pas si j'ai les qualités d'un chef dans une bataille aussi difficile. Je ne peux pas le savoir, pas plus qu'aucun de vous. C'est une épreuve que vous ferez sur moi et que je ferai sur moi-même. »

A Bracke, ami fidèle, auquel il va confier la direction interimaire du Populaire, il déclare que « c'était l'épreuve qui lui apprendrait si *agir* rentrait dans ses capacités comme *comprendre* et *savoir* » (14).

Au Congrès de Royan (juin 1938), la réponse qu'il donne deux ans plus tard, n'écarte pas le doute :

« J'ai dit, le premier jour, à Huyghens (15) : « Suis-je un chef ? Je n'en sais rien ». Je ne le sais pas encore à vrai dire aujourd'hui. Mais peut-être si j'ai commis une faute, est-ce de ne pas l'avoir été assez et non pas de l'avoir été trop ».

A trois reprises au moins les responsabilités lui ont paru terriblement lourdes.

Des témoignages précis établissent que trois fois, en effet, dans cette période de douze mois, il a été tenté de les écarter de lui, en démissionnant.

Au début de juin 1936, devant l'ampleur du

(10) Rappelant cette déclaration, Maurice Paz écrit, vingt ans plus tard dans la *Nef* : « On n'insistera jamais assez sur le danger de ces paroles que personne, à la date où elles furent prononcées, ne pouvait relever sans les aggraver encore. Pourquoi l'homme qui allait gouverner, qui n'était ni un débile, ni un faible, se livre-t-il ainsi, désignant aux coups le défaut de son armure ? Est-ce par une sorte de loyauté envers des convictions doctrinales anciennes ? Est-ce sous l'effet de la vieille nostalgie d'unité, révolue et toujours souhaitée ? » (*La Nef*, juillet 1951).

(11) Combattue par Pivert et Zyromski, cette participation ne réunit que 2.949 mandats contre 1.545 à Bracke-Zyromski et 894 à M. Pivert.

(12) En avril 1938.

(13) Au Congrès de Royan (4-8 juin 1938).

(14) Léon Blum : *Œuvres*, tome I. Introduction de Bracke, p. 342.

(15) Salle de manège, utilisée parfois par la SFIO pour tenir ses assises.

mouvement de grève qui gagne d'heure en heure et menace de s'étendre aux services publics (16).

Au début d'août 1936 lorsque le refus de la Grande-Bretagne de cautionner la politique d'aide à la République espagnole et l'opposition des radicaux à toute intervention obligent Léon Blum à inventer la « non-intervention » (17).

Au lendemain des bagarres de Clichy, le 16 mars 1937, après que les forces de l'ordre ont tiré et qu'on a relevé cinq morts parmi les manifestants ouvriers (18).

D'anciens écrits de Léon Blum (notamment un texte sibyllin sur « les hommes de la race de Herder », dont j'ai essayé ailleurs de découvrir le sens (19), donnent à penser que, pendant longtemps, il s'est considéré comme plus apte à jouer un rôle d'inspirateur ou de technicien, qu'un rôle de chef.

Ce sont les circonstances, le vide creusé par la disparition de Jaurès, par l'éviction d'Albert Thomas et peut-être aussi la volonté de Lucien Herr et de Sembat qui l'ont poussé en avant. Il s'est senti parfaitement à son aise lorsque, dans son article quotidien du *Populaire*, il commente en socialiste les événements de l'actualité, ou lorsqu'à la tribune du Palais Bourbon, leader de l'opposition, il analyse les contradictions de la politique gouvernementale, qu'il déclare volontiers inséparables du régime. Pendant des années, il exerce là un incomparable magistère intellectuel.

Mais choisir entre plusieurs virtualités et jeter hardiment son action dans une direction déterminée, toute retraite coupée, c'est autre chose. Il n'en est pas incapable, le choix final qu'il a dû faire devant la guerre civile espagnole l'a montré. Toutefois, alors même qu'il a choisi, il continue à voir le côté négatif de ce qu'il a choisi ; cette responsabilité lui paraît parfois bien lourde (20).

Le 16 septembre 1934, prenant la parole à Chantenay à une heure où des menaces de guerre s'élevaient en Extrême-Orient du fait de la politique japonaise, il lui paraît qu'il faut d'abord localiser le conflit, il tient le même discours qu'il tiendra devant la guerre d'Espagne.

« Nous devons plus que jamais combattre la psychose passionnante de la légende de la guerre libératrice. Nous devons continuer à détester la guerre et à tout faire pour la prévenir ».

Mais il ajoute :

« Le sort a été cruel pour nous. La mort de nos aînés, de nos maîtres a été prématurée, celle de Pressensé, de Jaurès, de Sembat, de Delory qui fut bien le plus actif et le plus habile de nos militants ouvriers. Nous sommes d'une génération qui fut orpheline de trop bonne heure. Nous le ressentons cruellement quand l'histoire nous charge de la plus difficile et de la plus pétillante des tâches, d'une tâche entièrement nouvelle. »

A ces obstacles à l'exercice de l'autorité que, plus ou moins consciemment, Léon Blum a sentis dans son tempérament, ne faut-il pas ajouter deux erreurs d'ordre intellectuel ?

Au temps où l'unité socialiste se cherchait, il ne cachait pas le peu d'estime qu'il portait au marxisme.

Il écrivait dans la *Revue Blanche* de janvier 1900 : « Nul n'ignore parmi les socialistes réfléchis que la métaphysique de Marx est médiocre. Nul n'ignore que sa doctrine économique rompt une de ses mailles chaque jour » (p. 41).

Un tiers de siècle plus tard, c'est cependant le marxisme qui paraît l'inspirer quand il porte deux jugements, l'un sur la conjoncture nationale ; l'autre sur la conjoncture internationale.

(16) André Delmas, alors secrétaire général du Syndicat National des Instituteurs, décrivant une entrevue de Léon Blum qui vient de former le ministère de juin 1936, avec une délégation de la CGT, écrit : « Son gouvernement devrait-il faire face vingt-quatre heures après son installation au pouvoir, à l'opposition déclarée et combien redoutable des éléments sur lesquels il comptait pouvoir s'appuyer avec le plus de sécurité ? Le Président du Conseil se voyait déjà contraint de menacer, de frapper, de révoquer. Il leva les bras dans un geste fort expressif. Et sa parole vint préciser le mouvement de découpage : « J'aime mieux d'en aller tout de suite. » — André Delmas : *A gauche de la barricade*. Éditions de l'Hexagone. Paris, 1950, pp. 97-98.

(17) Léon Blum lui-même a dit à la Commission d'Enquête de l'Assemblée Nationale, tome I, pp. 218-219 : « J'avoue que j'ai eu alors la tentation très forte d'abandonner le gouvernement. Ce sont mes amis espagnols (de los Rios, Asana) qui m'en ont empêché. »

(18) Cf. Les témoignage de Georges Monnet que j'ai recueilli dans mon livre « Mouvement socialiste sous la Troisième République », Payot, Paris, 1964, p. 339 (en note). L'une des blessées, qui mourra quelques jours plus tard, Solange Demangel est SFIO, membre de la Gauche Révolutionnaire. Le propre directeur du cabinet de Léon Blum, André Blumel fut lui aussi grièvement blessé.

(19) G. Lefranc : *Contribution à l'histoire du socialisme en France dans les dernières années du XIX^e siècle* : Léon Blum, Lucien Herr et Lavrov, Information historique, septembre-octobre 1960.

(20) L'un des néo-socialistes, Max Bonnafous, lui avait dit un jour : « Vous vous plaisez à diriger de la rive un canot dans lequel d'autres sont embarqués. »

Devant la crise mondiale, il a défendu l'opinion qu'il n'y a pas de remède possible hors du socialisme. Il ne croit ni à la valeur profonde des nationalisations, ni à la possibilité de mettre sur pied une économie mixte, ni à la création d'un régime intermédiaire.

« Même maniée et dirigée, l'économie capitaliste n'éliminera pas les crises. Ni maniement, ni direction ne permettront donc l'économie de la transformation socialiste, c'est-à-dire de la Révolution » (21).

Avec le recul dont nous disposons aujourd'hui, il faut constater que Léon Blum se trompait, à la fois sur la plasticité d'un capitalisme, aujourd'hui modifié par l'application de la pensée Keynesienne (22) et sur la route que pensaient suivre les partis socialistes d'occident. Car, en définitive, qu'ont fait la SFIO en 1945-1946 et le Labour Party de 1945 à 1951 - sinon travailler à aménager une économie mixte, à bâtir un régime intermédiaire ?

Alors qu'entre 1894 et 1910, Jaurès avait senti la place que la nationalisation allait occuper dans la pensée socialiste, alors qu'entre 1910 et 1920, Albert Thomas avait compris l'intérêt qu'il y avait à donner à la formule un contenu positif, *Léon Blum s'est engagé et a engagé le Parti SFIO dans une voie sans issue : celle (en attendant une Révolution que le Socialisme n'est pas alors en mesure d'accomplir), d'un Réformisme de la répartition que les structures du capitalisme ne peuvent plus supporter.*

Plus grave encore est l'erreur qu'il a, semble-t-il, commise sur le National-socialisme. A diverses reprises, avant janvier 1933, il a cru écarté le danger de la venue au pouvoir d'un homme qui ne s'embarrassera pas d'une distinction entre l'exercice et la conquête du pouvoir. Hitler devenu chancelier, Léon Blum paraît avoir pensé que celui-ci demeurerait entre les mains du grand Capital, un instrument docile, auquel il ne serait laissé qu'une très faible marge d'indépendance. L'interprétation de Léon Blum est ainsi viciée par un marxisme qui lui masque la réalité. Il ne voit pas que, si certains capitalistes allemands ont voulu utiliser Hitler comme un moyen de briser le mouvement ouvrier et comme un moyen d'effrayer l'étranger, il est venu un moment où le Reichsführer a échappé à ceux qui l'ont commandité (23).

Peut-être est-ce ainsi qu'il interprète les conver-

sations que Léon Blum eut avec le docteur Schacht, à deux reprises en 1936 et en février 1937, à travers le docteur Schacht qui n'était pas nazi, Léon Blum essayait d'aller vers une issue qui lui paraissait possible (24).

C'est aussi sans doute ce qui explique qu'hostile à la politique de Munich, il trouvera encore dans le Pacte germano-soviétique du 23 avril 1939 une raison d'espérer.

« J'irai même jusqu'à avancer, m'exposant volontiers à ce qu'on raille une fois de plus ma manie d'optimisme, qu'un espoir nouveau de paix apparaîtrait. Car, enfin, le pacte germano-soviétique apporte une réponse plausible à la question que se posaient anxieusement les hommes d'Etat. Comment Hitler peut-il s'y arrêter. Après l'arrangement avec les Soviets, il peut s'arrêter glorieusement en se parant devant son peuple du plus cynique, mais du plus surprenant des triomphes. Il peut accepter glorieusement les conversations amicales, égales et paisibles auxquelles il s'était toujours refusé. »

Léon Blum, dont le Parti a fait campagne encore en avril-mai 1936, pour un désarmement général, simultané et contrôlé, s'est ainsi trouvé obligé en septembre de la même année de prévoir un plan de réarmement massif.

Son action, viciée par une double méconnaissance du réel est affectée d'une double contradiction.

Entre sa politique économique qui respecte les structures du capitalisme *et sa politique sociale* qui les déborde.

Entre sa politique sociale qui suppose une France assurée de la paix *et sa politique extérieure* qui doit tenir compte des menaces grandissantes (25).

(21) *Populaire*, 7 août 1935.

(22) Georges Boris a révélé qu'en 1936, Léon Blum ignorait le livre fondamental de Keynes, paru en Grande-Bretagne en février 1936. Il le connaissait en revanche en mars 1937, mais ne l'utilisa que pour concevoir une économie de guerre qu'il a, lui-même, comparée à celle du troisième Reich.

(23) « Il est infiniment peu probable qu'une fois installé au gouvernement, Hitler se livre à des provocations directes, soit vis-à-vis de la France, soit même vis-à-vis des puissances de l'Est. Comme tous les aventuriers parvenus au pouvoir, il s'efforcera sans doute de prendre rang parmi les hommes d'Etat réguliers, parmi les puissances établies. Révolutionnaire, il s'incline aujourd'hui devant la légalité allemande; nationaliste, il s'inclinerait demain devant la légalité internationale. » (*Populaire* du 18 janvier 1933).

(24) Les communistes le lui reprochèrent.

(25) Dans cette prise de conscience, à coup sûr douloureuse, qui ne fut pas immédiate et qui ne chemine pas régulièrement,

Responsabilités collectives.

Les responsabilités de Léon Blum, chef de gouvernement et chef de Parti, dans l'échec final du Front Populaire ne sauraient masquer les responsabilités encourues par d'autres. Le Parti Socialiste dans sa majorité, la classe ouvrière dans son ensemble, et le pays lui-même, dans plusieurs de ses comportements collectifs apparaissent comme responsables à des degrés divers.

Le Parti Socialiste est un parti de démocratie. Il constitue alors pour ceux qui y adhèrent, une excellente école de formation de militants ; mais cette formation n'est tournée que vers la propagande. Vers une propagande à deux degrés.

Une propagande *externe*, contre la droite, contre les radicaux, contre les communistes. Dans le *Populaire*, l'article quotidien de Paul Faure donne alors le ton.

Mais aussi une propagande *interne*, en faveur de telle ou telle tendance. Pendant des années (au moins depuis 1924), la vie intérieure du Parti socialiste a été dominée par l'opposition entre deux tendances : celle qu'incarne la *Vie socialiste* de Pierre Renaudel, favorable à la participation ministérielle, et celle qu'exprime la *Bataille socialiste*, de Bracke et de Zyromski, hostile à cette même participation. Néo-jaurésisme contre néoguesdisme. Cet affrontement a abouti en 1933 au départ d'une trentaine de parlementaires tous étiquetés : néo-socialistes, unis dans une commune hostilité contre Léon Blum et Paul Faure, mais séparés par des désaccords portant sur des questions essentielles (l'avenir le montrera). Car Renaudel et Déat diffèrent profondément.

Ainsi les questions ne sont presque jamais, dans les sections et dans les Fédérations, étudiées en elles-mêmes. On ne les voit qu'en fonction de leur résonance électorale et de leur répercussion sur le jeu des tendances. C'est en vue du vote politique le plus important émis sur la politique générale dans le Congrès annuel qu'est désignée la toute puissante Commission Administrative Permanente. Pendant les semaines qui précèdent, une « course aux mandats » domine toute la vie du Parti.

Grande est la déception des nouveau-venus : ils espéraient trouver dans le Parti Socialiste une fraternité vivante fait de toutes les nuances d'une pensée préoccupée de se définir avec une précision

toujours plus scrupuleuse ; il ne rencontrent qu'intransigeance doctrinale et querelles personnelles.

Des hommes comme Léon Blum et Vincent Auriol se tiennent en général hors de ces oppositions ; au Congrès, ils interviennent la plupart du temps pour dégager une pensée commune ; mais il est alors déjà bien tard, et les oppositions reprennent vite le dessus.

L'obsession de la propagande et le heurt des tendances expliquent en partie que le Parti Socialiste, dont la doctrine se prétend fondée sur une analyse scientifique du Capitalisme, a pratiquement cessé d'étudier ce capitalisme.

La plupart des brochures de propagande qui ont été éditées par le secrétariat général du Parti — mises à part quelques brochures de Léon Blum (26) essentiellement axées sur le domaine politique — ne font guère que reprendre les thèmes et parfois même le texte des écrits de Jules Guesde. On pourrait croire que tout a été dit avant 1914 et qu'il n'y a plus qu'à se redire (27).

Quelques hommes ont cependant, à leurs risques et périls entrepris une analyse des réalités nouvelles : Barthélémy Montagnon dans *Grandeur et servitudes socialistes* (1929), Déat dans *Perspectives socialistes* (1930), Charles Spinasse dans plusieurs interventions à la Chambre, Jules Moch dans ses études sur la *rationalisation* sont allés de l'avant. Le secrétariat du Parti les a considérés avec inquiétude, subodorant un révisionnisme dangereux ; quand en 1933, les deux premiers quittent la SFIO pour créer un Parti dissident, on a été soulagé.

Charles Spinasse n'avait pas tort de dire, le 3 mars 1927 : « Le parti hésite, parce qu'il n'est pas sûr de sa pensée. Non certes qu'il ait perdu la foi dans sa doctrine, mais peut-être parce qu'il se con-

deux faits paraissent avoir joué : 1^o la remilitarisation par l'Allemagne de la Rhénanie en mars 1936. Plus tard en 1948, Léon Blum regrettera qu'on n'ait pas eu alors recours à la guerre préventive. Mais, sur le moment il félicite le gouvernement d'avoir finalement gardé son sang froid ; 2^o l'influence personnelle de F.D. Roosevelt que représentait à Paris M. Bullitt. Le Président des Etats-Unis afin de triompher de l'isolationnisme de l'opinion majeure des Etats-Unis, semble avoir insisté près de Léon Blum en particulier, pour que l'Occident ne s'abandonne pas.

(26) Notamment : *Pour être Socialiste, Socialisme et Bolchevisme, Socialisme et Radicalisme*.

(27) Ainsi on a réédité dans cette période un grand nombre de brochures de Jules Guesde qui ne présentaient guère d'intérêt que pour l'historien.

tente d'en répéter les formules sans faire un suffisant effort pour les repenser. »

Ce qu'il disait dès 1927 est toujours vrai en 1935-1936. Avec toute l'autorité qui s'attache à son expérience internationale et à son génie organisateur, Albert Thomas, directeur du Bureau International du Travail, l'a écrit en 1930 à Paul Faure :

« Après un premier éclat vers 1920-1921, la pensée socialiste n'a peut-être pas été toujours aussi active, aussi vigilante qu'il était souhaitable. Elle n'a à mon sens intégré dans sa critique et dans sa construction ni tous les développements spontanés, économiques ou sociaux des dernières années, ni toutes les initiatives nouvelles » (28).

Vainement Montagnon et André Philip ont-ils demandé que le *Populaire* consacre au plan quinquennal des études plus précises que celles de Rosenfeld.

Vainement Albert Thomas a-t-il souhaité qu'on analyse l'expérience fasciste et l'expérience mexicaine :

« Je n'ai jamais pu étudier à fond, comme je l'aurais voulu, la construction italienne fasciste. Je ne commettrai pas la bêtise politique de dire qu'il faut en retenir quelque chose. Mais si au lieu de servir l'intérêt de la réaction capitaliste et de l'Etat dictatorial, une réglementation juridique nouvelle des relations industrielles avait pour objet de sauvegarder les droits de l'ouvrier dans l'entreprise et dans l'industrie, ne serait-ce pas là un programme socialiste de conciliation obligatoire, de contrat collectif, de participation ouvrière à la gestion ? Nous aurons d'ailleurs pour nous guider des précédents importants et parfois peu connus. J'ai découvert récemment avec émotion un code mexicain du travail qui est étonnant. »

Au début de juin 1936, en quelques jours, il faudra improviser les grandes lignes d'une nouvelle législation du travail dont l'accord Matignon n'a tracé que le cadre.

La structure du capitalisme et son comportement devant la crise économique sont mal connus. A aucun moment, à cette époque, le Parti socialiste, n'a eu le sentiment d'une contradiction qui allait miner sa politique sociale.

Politiquement, il cherche des alliés dans l'artisanat et dans les chefs des petites et moyennes entre-

prises, soit directement, soit indirectement par les alliances qu'il contracte avec les formations qu'il représente.

Economiquement, seules les très grandes entreprises sont en mesure de supporter le poids financier des charges sociales nouvelles (29).

Les lois sociales de juin 1936 soulèvent la colère d'un petit et moyen patronat qui désavoue les signataires de l'accord Matignon et se regroupe derrière C.J. Gignoux dans la Confédération Générale du Patronat Français ; alors que l'équipe des grands dirigeants qui se rassemble aux *Nouveaux Cahiers* ne met pas en cause la transformation sociale acquise et songe à des conciliations à la suédoise (30).

A partir de 1933, sous la poussée de jeunes que ne satisfont pas les vieilles formules, deux tentatives de mise au point se sont cependant fait jour. On a relancé les *Cahiers du Socialiste* qui avaient paru avant 1914. Des études sérieuses ont été publiées par Jean Brissaud sur la nationalisation des assurances, par Robert Marjolin sur les expériences Roosevelt, par Jules Moch sur les transports. On a d'autre part essayé de grouper les *techniciens* socialistes en leur demandant des études sur les secteurs qui leur sont familiers. Mais combien de propagandistes, combien de parlementaires ont incorporé ces données nouvelles à leur parole quotidienne ?

En définitive, il n'est qu'un domaine où le Parti Socialiste est prêt. Paradoxalement, c'est le domaine agricole où, de toute évidence, les schémas marxistes ne peuvent s'appliquer. Dès avant 1914, les guesdistes avaient dû, bon gré, mal gré, le reconnaître: Compère-Morel, petit horticulteur picard devenu par les hasards de la propagande, député

(28) Lettre publiée dans le *Bulletin trimestriel de l'Institut français d'Histoire sociale*, n° 24 (juillet-septembre 1958).

(29) Jaurès avait sans doute pressenti cette contradiction quand il montrait, en face du capitalisme économiquement révolutionnaire, le prolétariat socialement révolutionnaire. Mais les candidats socialistes quémandent les voix de producteurs qui prolongent des formes économiquement dépassées. Le réformisme ne pouvait être fructueux que par la perpétuelle contestation d'un grand capitalisme (qu'il accepterait dans son principe, mais non dans ses modalités), ou par la mise en place de structures nouvelles, plus ou moins imposées à tous.

(30) C'est ce groupe des *Nouveaux Cahiers* qui organise en juin 1938 la rencontre de Pontigny entre employeurs et syndicalistes suédois d'une part, employeurs et syndicalistes français d'autre part. Le fait était si nouveau qu'il fit scandale. Gaston Bergery, qu'on aurait cru moins conformiste s'en indigna dans la *Flèche* autant que Georges Valois dans *Nouvel Age*.

du Gard, a déjà esquissé une politique socialiste de l'agriculture. Georges Monnet, élu en 1928 député socialiste de Soissons, lui-même familier des problèmes de la terre, s'est employé avec une tranquille ténacité et une remarquable intuition, à préciser des solutions positives. Ministre de l'Agriculture dans le gouvernement Blum, puis dans le gouvernement Chautemps de juin 1937, puis dans le second gouvernement Blum, il obtient du Sénat, à la septième navette, le vote d'un Office National du Blé qui constituera une réussite indéniable, de l'aveu même de certains de ceux qui l'ont combattu; dans divers autres domaines, il suggère des solutions qui se heurtent au vote du Sénat, mais qui n'en indiquent pas moins les directions dans lesquelles il faudra plus tard s'engager.

Georges Monnet n'aurait pas pu agir s'il n'avait personnellement bénéficié de la confiance totale de Léon Blum qui, au cours de ces années, le considère comme le plus qualifié pour lui succéder un jour. Mais *ce qu'il entreprend de réaliser dans l'agriculture, c'est précisément le régime intermédiaire que le Parti a été hors d'état de concevoir et de construire dans le secteur secondaire.*

Vingt années après le gouvernement Léon Blum, Etienne Weill-Raynal, collaborateur de Vincent Auriol au Ministère des Finances, reconnaîtra l'erreur commise par le Parti Socialiste dans sa politique industrielle :

« Personne, ne s'était aperçu au cours de la crise de dépression de 1930-1935, que la France, au contraire de beaucoup d'autres pays, peut-être parce que son équilibre économique lui en avait fait sentir moins violemment et moins profondément les atteintes, n'avait pas renouvelé un outillage dont l'état commandait la production future. Cette rigidité de la structure économique de la France apparaît comme une des causes essentielles des difficultés qu'a rencontrées la transformation sociale opérée par Léon Blum. Croyant comme tous ses contemporains que la machine économique était saine, que la production française était simplement ralentie par une mauvaise et injuste répartition des revenus, il a pensé qu'une meilleure répartition par une augmentation du pouvoir d'achat des masses travailleuses dans l'industrie et dans l'agriculture, ranimerait la production en même temps qu'elle satisferait l'équité. »

On annonçait que le capitalisme était touché

profondément par la crise ; mais en son for intérieur on le croyait encore très sain, plus sain qu'il n'était en réalité.

Toute l'action du Parti socialiste en ces jours décisifs a donc été viciée par un refus de connaître, par une atonie intellectuelle qui, depuis plus de dix ans, déjà, paralysait son action.

Les hommes qui sont arrivés au pouvoir ont, pour la plupart, été obligés d'improviser, alors qu'ils n'étaient pas en mesure de réagir avec la vivacité nécessaire.

En régime parlementaire, sous la Troisième République, un Président du Conseil était obligé de procéder à de savants dosages politiques et géographiques lorsqu'il constituait son équipe ministérielle.

Chef d'un gouvernement de coalition, Léon Blum n'a pu que respecter la règle du jeu. Lorsqu'il a choisi ses collaborateurs SFIO, il n'a pas été plus libre. Il a dû faire entrer au gouvernement un ou plusieurs élus des Fédérations socialistes les plus puissantes (trois du Nord (31), deux de la Haute Garonne (32), un des Bouches du Rhône (33), un de la Seine (34). Certains choix ont pu être excellents ; d'autres ont été discutés ; d'autres étaient indéfendables : au Ministère du Travail, le choix de J.B. Lebas, député-maire de Roubaix, connu pour son intransigeance guesdite n'était pas de nature à faciliter les conciliations nécessaires ; dès le début (au surplus il était en mauvaise santé) il apparut débordé par le cours des événements. C'est Roger Salengro, député-maire de Lille, aidé sur le plan juridique par André Philip, alors jeune élu de Lyon, qui pratiquement prit en mains tous les problèmes du travail.

Parce que le Parti Socialiste depuis 1924 avait toujours écarté la participation gouvernementale, aucun de ces hommes n'avait jamais eu la charge d'un département ministériel ; tous manquaient d'expérience ; les uns allaient se trouver immédiatement sous l'influence de leurs chefs de service ou d'experts souvent hostiles à l'expérience ; d'autres allaient être séduits par des formules neuves, mais nébuleuses.

(31) Salengro (Intérieur), Lebas (Travail), Léo Lagrange (Sous-Secrétaire d'Etat à l'organisation des Loisirs et des Sports.

(32) Auriol (Finances), Bedouce (Travaux publics).

(33) Tasso (Marine Marchande).

(34) Henri Sellier (Santé publique).

Le choix par Léon Blum de ses collaborateurs hors du Parti Socialiste n'a-t-il pas lui aussi été influencé par considérations de Parti ? On peut se le demander, lorsqu'il s'agit des ministres ou des Sous-Secrétaires d'Etat les membres de l'Union Socialistes Républicaine, formé pour partie de dissidents de la SFIO. Parmi ceux qui avaient suivi Renaudel en 1933, un seul trouva grâce : Paul Ramadier, maire de Decazeville, député de l'Aveyron, sous-secrétaire d'Etat aux Travaux Publics, chargé des Mines, de l'Electricité et des Combustibles liquides. Le choix était d'ailleurs excellent.

Pour se couvrir contre les critiques de ceux qui avaient toujours combattu la participation, Léon Blum nommait Paul Faure ministre d'Etat et donnait à Marceau Pivert, chargé de mission à la Présidence du Conseil, des attributions qui faisaient de lui un véritable sous-secrétaire d'Etat à l'Information.

Enfin, on peut se demander si ce n'est pas sous la pression du Parti Socialiste — soucieux de s'attribuer le plus grand nombre possible de portefeuilles, — que Léon Blum a systématiquement écarté les hommes qui avaient été à l'origine même du Front Populaire, mais qui n'étaient pas parlementaires des quatre grands partis.

Ni Gaston Bergery, député « frontiste » de Mantes, créateur de Front Commun, directeur de l'hebdomadaire la *Flèche* dont l'action a été considérable lors de la campagne électorale, ni Paul Rivet, président du *Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes*, premier élu du Front Populaire (comme conseiller municipal de Paris V^e en mai 1935), ni André Delmas secrétaire général du *Syndicat National des Instituteurs* qui a abrité les premières réunions du Front Populaire (avant juillet 1935), ni Victor Basch, professeur à la Sorbonne, président de la *Ligue des Droits de l'Homme*, président du *Comité National du Front Populaire* n'ont été appelés à s'intégrer dans l'équipe gouvernementale, à laquelle certains auraient pu apporter un sang plus jeune.

Né d'une association entre des Partis un moment dévalorisés et des organisations non politiques, le Front Populaire aboutissait ainsi à la réinsertion dans la vie politique d'équipes traditionnelles. *Le Front Populaire avait sans doute sauvé les Partis d'un discrédit — mérité ou non, là n'est pas la question — mais le péril passé, les*

Partis le réduisaient à n'être plus qu'une annexe sans importance: les commissions et le Comité directeur du Front Populaire qui se réunissaient au siège de la Ligue des Droits de l'Homme, rue Jean Dolent, entraient en veilleuse : pour des raisons d'ailleurs parfaitement légitimes, la grande manifestation, prévue dans Paris pour célébrer la victoire commune fut ajournée à la demande du gouvernement.

*
**

Si le parti socialiste, qui, en 1935, ne compte guère que cent vingt mille adhérents et qui, en 1936, ne dépassera pas deux cent mille adhérents, connaît aussi mal les réalités économiques et sociales, l'indépendance dans laquelle le mouvement syndical se maintient, notamment depuis le vote de la Charte d'Amiens en 1906, l'explique partiellement.

Le Parti socialiste depuis la scission de Tours, pour faire pièce au Parti Communiste, s'est institué le gardien de cette tradition, il considère qu'il n'a pas à intervenir en tant que tel dans l'élaboration d'une législation sociale qui relève d'abord du syndicalisme. Certes, des contacts personnels se maintiennent ou s'établissent ; des secrétaires de Fédérations ou d'Unions sont devenus députés SFIO, parmi eux Arthur Chaussy (de la Fédération de l'Agriculture) Paulin (du Puy de Dôme), Blancho (de la Loire Inférieure). Des rapporteurs de textes importants se sont mis en relations avec la CGT : ainsi Etienne Antonelli, professeur à la Faculté de droit de Lyon, député de la Haute Savoie, pour les Assurances Sociales.

Mais au groupe parlementaire SFIO, la *proportion des élus d'origine ouvrière est allé diminuant, tandis qu'augmentait celle des avocats, des instituteurs, des professeurs*. Très peu en revanche d'ingénieurs et de techniciens. En Grande-Bretagne, le ministre Ramsay Macdonald a vu accéder au Foreign Office le métallurgiste Arthur Henderson ; le ministre Attlee y verra le docker Ernest Bevin. Rien de tel dans le ministère Blum : l'ouvrier François Blancho y sera le seul manuel, à un poste secondaire (35). La classe ouvrière n'a pas le sentiment d'une promotion symbolique de tel ou tel de ses fils ; les communistes ne manquent pas d'utiliser cet oubli qui sert leur propagande.

(35) Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine Militaire.

Or, devant une Confédération Générale du Travail qui s'est réunifiée en mars 1936, la SFIO est particulièrement vulnérable. Certes, au Congrès d'unité syndicale de Toulouse, les communistes n'ont disposé que d'un tiers des mandats, mais l'afflux de nouveaux adhérents, à partir de mai 1936, rapidement bouleverse le rapport des forces. D'un million d'adhérents, la CGT va passer à cinq millions. Ces quatre millions de « syndiqués de la promotion Blum », comme les appellent les anciens avec un sourire un peu méprisant, sont à la fois impatients et ignorants. Impatients : parce qu'ils croient « tout possible » ; ignorants parce qu'ils ne connaissent rien des conditions réelles de l'action ouvrière, des difficultés auxquelles elle se heurte, des devoirs qui leur incombent.

Pour les propagandistes communistes, qui, il faut le dire, ne mesurent pas leur peine et ne lésinent pas sur le choix des moyens, ce fut un jeu d'enfant que de tourner contre le gouvernement cette masse à la fois méfiante vis-à-vis du Pouvoir et crédule à l'égard de ceux qui dénonçaient ses faiblesses.

Trois thèmes furent complaisamment développés :

1° Dès l'automne 1936, il apparut que la hausse des prix annulait pour partie la hausse des salaires. Le patronat essayait de reprendre ce qu'il avait dû céder. Il fallait donc recommencer les grèves, disaient les communistes et certains SFIO.

2° Puisque l'action syndicale se heurtait dans l'entreprise à des mesures discriminatoires, il fallait que les syndicats obtiennent un contrôle sur l'embauchage et le licenciement, répétait la CGT.

3° En acceptant de cesser ses envois d'armes à l'Espagne républicaine, le gouvernement a manqué à la solidarité antifasciste. En proposant la non-intervention, il a peut-être compromis la sécurité de la France. En maintenant cette non-intervention, alors que l'Italie mussolinienne et l'Allemagne hitlérienne la violent, le gouvernement joue un jeu de dupe.

Plus tard, en 1948 (36), Léon Blum dira qu'il a pris sur lui en présence de ces violations, de pratiquer « une non-intervention relâchée », et qu'un fonctionnaire issu des Douanes, membre d'un Cabinet ministériel était chargé d'organiser la contrebande au profit des républicains espagnols. Mais, pour le moment, il ne peut que se taire.

A ces trois griefs, dont deux sont syndicaux et l'un est politique, ne faut-il pas ajouter un fait extérieur ?

Du Front Populaire, les communistes attendaient qu'il contribue efficacement à un rapprochement franco-soviétique. Certes un pacte d'assistance mutuelle avait été signé le 2 mai 1935 à Paris, et Pierre Laval s'était rendu à Moscou où il avait obtenu de Staline une sensationnelle déclaration en faveur de la défense nationale française (37). Laval évincé du gouvernement Sarraut a fait, en février 1936, ratifier le Pacte par le Parlement. Mais l'URSS souhaite un accord militaire. Le premier soin de Léon Blum en arrivant au pouvoir a été de resserrer, le plus qu'il l'a pu, les relations avec la Grande-Bretagne, compromises par Laval, mais dans les semaines et dans les mois qui suivent Léon Blum n'aboutit pas au même résultat du côté de Moscou.

Est-ce parce qu'il juge la politique de l'URSS en Espagne imprudente et dangereuse pour la France ? On a pu le penser. Est-ce parce qu'il se heurte à de sérieuses réticences de la part de l'Etat-major français ? Il l'a dit.

Mais un document capital a été versé au débat lorsque Léon Blum a déclaré devant la Commission d'Enquête qu'il avait volontairement freiné la négociation militaire pour une raison tout autre. Chose étonnante, ce document est passé inaperçu (38). J'ai eu la chance de l'exhumer. Le voici : « A la fin de 1936, j'ai reçu à titre intime et privé, de mon ami Edouard Bénès, un avis transmis par mon fils, de passage à Prague ; avis me conseillant instamment d'observer les plus grandes précautions dans nos rapports avec l'Etat-major soviétique. D'après son propre service de renseignements (et le service de renseignements tchécoslovaque jouissait en Europe d'une réputation méritée), les dirigeants du Grand Etat-major soviétique entretenaient avec l'Allemagne des relations suspectes. Peu de mois après, a éclaté le procès connu sous le nom de procès Toukatchevski qui mit en cause le général Toukatchevski, chef d'Etat-major

(36) Déposition à la Commission d'Enquête de l'Assemblée Nationale.

(37) « Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »

(38) Sans doute parce que à ce moment on ignorait ce qu'on sait aujourd'hui sur les origines de l'affaire.

général soviétique. Je ne sais pas si j'ai confié cet incident à personne. Je vois qu'il est nouveau pour mon ami Maurice Violette, et je crois en effet que je le raconte, ici, pour la première fois. C'est cet avertissement donné à la fin de 1936 qui m'a, en quelque sorte, paralysé dans l'effort tenace que je faisais depuis plusieurs mois pour donner à l'alliance franco-soviétique tout son caractère et tout son rendement sur le plan militaire » (39).

Le maréchal Toukatchevski et plusieurs de ses collaborateurs étaient condamnés le 11 juin 1937 pour haute trahison et exécuté le 12 juin 1937. Dans ces conditions, la mise en garde d'Edouard Bénès à Léon Blum ne pouvait pas ne pas paraître justifiée par l'événement. Qui pouvait penser que tous les éléments gangrenés avaient été éliminés par la procès ?

On sait aujourd'hui que Bénès et, à travers lui, Léon Blum, d'un côté, et Staline de l'autre, avaient été dupés par une machination hitlérienne. Toukatchevski n'était pas coupable, il a été officiellement réhabilité.

Devant l'attitude de Léon Blum, les communistes français n'ont-ils pas pensé de juillet 1936 à juin 1937 qu'ils obtiendraient plus facilement d'un président du Conseil radical que de leur adversaire de Tours (40), la conclusion de l'accord militaire qui leur tenait à cœur ? Les articles que Pierre Berlant envoya de Moscou au *Temps* et au *Petit Parisien* son significatifs.

À la CGT la tâche des communistes aurait été compliquée si les anciens confédérés (41) avaient maintenu leur totale union en face des anciens unitaires (42). Ce ne fut pas le cas. Les anciens confédérés se divisent.

Jouhaux, à la veille de l'unité syndicale, avait mis en garde ses camarades contre les dangers que comportait pour eux la réunification. Il avait déclaré être hanté par l'idée de toutes les manœuvres que laissait prévoir la lecture d'un livre récent (43). Pressé par Charles Laurent de la Fédération des fonctionnaires, il avait indiqué que ce livre était le *Staline* de Boris Souvarine, dont il avait conseillé aux membres du Comité Confédéral National la lecture et la méditation.

Cependant, à la CGT c'est en la personne de Jouhaux que les ex-unitaires vont trouver, à partir de juin 1936, le point de moindre résistance.

Est-ce, comme le pensent certains, parce que Jouhaux a été profondément déçu que Léon Blum ne fasse pas de lui un Haut Commissaire préposé à la lutte contre le chômage comme, en mars 1935, en Belgique, Van Zeeland l'a fait de Henri de Man, nommé Ministre des Travaux Publics et de la résorption du chômage ?

Est-ce parce qu'entre Léon Blum et Léon Jouhaux, si profondément différents à tant d'égards, il n'a jamais existé de profonde sympathie (44).

Est-ce parce que les scrupules juridiques de Léon Blum paraissent à Léon Jouhaux périmés et dangereux ? Est-ce parce que le proudhonisme du secrétaire général de la CGT se heurte à la conception traditionnelle du pouvoir qui est celle de l'ancien maître des requêtes au Conseil d'Etat ?

Est-ce parce que Léon Jouhaux pense que Léon Blum échouera, mais que son échec ne sera pas celui du Front Populaire et que lui, Léon Jouhaux, sera qualifié pour prendre la tête d'une nouvelle expérience et pour faire mieux ?

Est-ce parce que le patriotisme réel de Léon Jouhaux se conjugue avec sa formation libertaire pour réclamer un appui total à l'Espagne républicaine, socialiste, syndicaliste et anarchiste ?

Est-ce parce que l'homme qui, pendant des années après 1920, n'a pas pu prendre la parole dans l'agglomération parisienne sans être hué par les communistes, savoure maintenant comme une revanche sans pareille la joie d'être acclamé par eux alors qu'il tient le même langage ?

Il est difficile de répondre, comme il est impossible d'évaluer la mesure dans laquelle ces différents mobiles ont pu se mêler.

Quelle que soit la cause, le fait est là.

Jouhaux critique brutalement la politique espagnole du gouvernement ; il juge insuffisant son

(39) Déposition du 18 juin 1947, p. 129.

(40) Au Congrès de Tours, en décembre 1920, c'est Léon Blum qui avait procédé à l'analyse la plus critique des conceptions bolchevistes incluses dans les vingt-deux conditions mises à l'entrée dans l'Internationale.

(41) On appelle alors confédérés les syndiqués de la CGT du 211, rue Lafayette que dirige Jouhaux.

(42) Les unitaires sont les adhérents de la Confédération Générale du Travail Unitaire, rue Grande aux Belles, à direction communiste.

(43) Paru chez Plon.

(44) Alors que Albert Thomas et Léon Jouhaux étaient de plain pied.

programme de grands travaux. Quand ont éclaté les bagarres de Clichy, il se laisse forcer la main par l'Union des syndicats de la région parisienne (à direction communiste) qui veut une grève de protestation. Surtout, il exige de Léon Blum, inquiet des conséquences que va entraîner l'application massive des quarante heures, qu'elles entrent en vigueur pour tous et immédiatement, annulant d'un coup l'effet bienfaisant qu'on pouvait attendre légitimement de la dévaluation.

Cette faiblesse, elle-même, s'expliquerait-elle sans l'existence d'une « mythologie » commune au syndicalisme de la CGT et au socialisme de la SFIO qui considère comme sacrée toute réaction ouvrière et qui refuse de condamner comme nocive l'indiscipline dans l'entreprise ?

Simone Weil qui avait vécu avec enthousiasme les journées exaltantes de mai-juin 1936 ne cache pas ses inquiétudes : au retour d'une mission dans le Nord elle écrit à la CGT en 1937 :

« Avant juin, il y avait dans les usines un certain ordre, une certaine discipline qui étaient fondés sur l'esclavage. L'esclavage a disparu dans une large mesure ; l'ordre lié à l'esclavage a disparu du même coup. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Mais l'industrie ne peut pas vivre sans ordre. L'absence de sanctions ne peut pas se perpétuer sans un danger grave et réel pour la production, et il n'est même pas de l'intérêt moral de la classe ouvrière que les ouvriers se sentent irresponsables dans l'accomplissement du travail » (45).

*
**

Toute la responsabilité de l'échec du Front Populaire n'incombe cependant pas aux vainqueurs de mai 1936.

Les vaincus en ont aussi leur part.

Et d'abord le patronat, pris dans son ensemble.

Ce patronat qui avait accepté, en avril 1919, la loi de huit heures avait essayé par la suite d'obtenir de multiples dérogations.

Il s'était, tout compte fait, réjoui de la division syndicale qui diminuait la force ouvrière.

Il n'avait guère, en matière sociale, dépassé le paternalisme, les pratiques charitables et les bonnes œuvres.

Certains de ses éléments avaient appelé, de leurs vœux et sans doute de leurs deniers, la création de l'Etat fort dont ils espéraient qu'il mettrait à la raison les syndicats et sans comprendre qu'il aboutirait, à leur imposer, à eux aussi, de rudes disciplines.

Pour le journal le *Temps* qui était considéré comme leur porte-parole, le 6 février 1934 n'avait pas été une journée d'émeute fasciste, mais une protestation légitime contre la décadence du pouvoir ; pour le même journal, le 12 février avait été une journée fasciste, de fascisme syndical, car les syndicats avaient paralysé les pouvoirs publics.

Quand en mai 1936, avaient commencé les grèves avec occupation, les porte-parole des employeurs s'étaient enfermés dans une position juridiquement fondée, mais politiquement absurde : puisque les usines sont occupées, on porte atteinte au droit de propriété. Nous ne négocierons que lorsqu'elles seront évacuées.

Mais on s'était bien gardé de demander au gouvernement qu'il soit procédé par force à l'évacuation des usines occupées.

Finalement, la peur de tout perdre l'avait emporté sur toute autre considération ; on avait été fort aise de la signature des accords Matignon (46) un peu déçu cependant que tout ne rentrât pas dans l'ordre dès le lendemain et que les ouvriers exigassent la conclusion préalable de conventions collectives.

Avant 1936, des fautes avaient été commises par les employeurs. Quelques-uns l'avaient reconnu — au premier rang d'entre eux, Duchemin, président de la Confédération Générale de la Production Française qui, mis en présence de bulletins de salaires apportés dans leurs dossiers par les syndicalistes de la CGT, n'avait pu retenir une réflexion :

« J'ai entendu, disait Léon Blum à la Cour de Riom, M. Duchemin dire à M. Richemont, tandis qu'on lui mettait sous les yeux le taux de certains salaires, de salaires effroyables par leur modicité : « Comment est-ce possible ? Comment avons-nous

(45) Simone Weil. *La condition ouvrière*. Paris, Gallimard, 1951, p. 204.

(46) Le *Temps* au lendemain des accords Matignon (10 juin 1936) avait cependant parlé de « Fascisme Economique ».

pu laisser faire cela ? Nous avons manqué à notre devoir en laissant les choses aller ainsi » (47).

A partir de juin 1936, des fautes ont été commises par les salariés, à leur tour, impulsifs, mal conseillés ignorants des impossibilités auxquels se heurtaient certaines de leurs demandes.

La sagesse eut été dans une entente des éléments modérateurs des deux camps, évoluant vers ce qu'on appelle aujourd'hui le paritarisme auquel ne répugnaient pas, nous l'avons dit, les leaders des Nouveaux Cahiers (48).

Ce qu'on voit, au contraire, c'est le triomphe, des deux côtés, des éléments de combat ; les exigences syndicales se heurtant à un refus patronal qui, à son tour, suscite de nouvelles exigences.

En octobre 1936, l'organisation patronale refuse de nouvelles négociations à Matignon en vue d'un nouvel accord et bien qu'implicitement Léon Blum ait déjà consenti à une « pause » dans le rythme des réformes.

L'opposition des employeurs se renforce encore lorsqu'en janvier 1937, Léon Blum consent explicitement à la pause et fait appel à des « experts financiers » (49) qui inspirent au monde patronal une totale confiance.

Sans doute a-t-on cru alors d'un certain côté, que comme MacDonald en 1931, Léon Blum accepterait de se couper des éléments les plus ardents de la classe ouvrière pour s'intégrer à une Union Nationale qui « assouplirait » les lois de 1936. Léon Blum a senti cet espoir. Il l'a déçu.

C'était, en effet, mal le connaître. Pour lui, les lois sociales étaient devenues aussi intangibles que les lois laïques avaient pu l'être après 1905 pour les radicaux ; la participation SFIO au ministère Chautemps de juin 1937 n'avait d'autres raisons d'être, semble-t-il, que de garantir cette intangibilité en travaillant à la réintégration de la classe ouvrière dans la nation, peut-être en vue de certaines échéances trop aisément prévisibles.

De ce point de vue, la majorité des employeurs ont eu, de l'avenir immédiat, une vue moins précise que Léon Blum ; pour certains d'entre eux, la guerre et l'occupation ont parfois été l'occasion de sordides repréailles. Quoi d'étonnant à ce que nombre de militants aient, à leur tour, cherché dans la Libération de 1944-1945 le retour d'un

Front Populaire dont ils avaient conservé la nostalgie ?

Responsabilité de la classe ouvrière. Responsabilité des employeurs. Responsabilité des classes moyennes aussi. Dans le grand drame qui se tramait, elles pouvaient jouer un rôle d'arbitre. Comme elles avaient constitué l'assise principale de la République au temps de Jules Ferry, elles pouvaient constituer l'ossature d'une France nouvelle.

Mais elles se sont divisées.

Parmi les techniciens, nombreux ont été ceux qui, souffrant d'être écrasés entre le poids de la masse ouvrière et le poids de l'autorité patronale, connaissent à nouveau la séduction des formules totalitaires.

Dans les masses paysannes, un sentiment de jalousie parfois obscur, parfois conscient, s'est développé devant les nouvelles lois sociales — en particulier dans les congés payés dont les exploitants agricoles ne bénéficiaient pas.

Parmi les fonctionnaires, même parmi ceux qui avaient voté pour le Front Populaire, l'inflation a suscité un malaise croissant. Par conviction politique ou syndicale, les uns ont maintenu leur engagement « à gauche ». Par intérêt ou par crainte, les autres ont reflué vers la droite.

Elue pour quatre ans, la Chambre du Front Populaire devait être renouvelée en mai 1940. Si elle avait pu l'être, nul doute que la majorité aurait été renversée : nombre d'électeurs radicaux, socialistes de l'USSR ou socialistes SFIO auraient refusé au second tour de donner leur voix au candidat communiste, même venu en tête. Les socialistes auraient-ils accepté de voter radical ? Les radicaux auraient-ils accepté de voter SFIO ?

(47) Léon Blum, Œuvres: *La prison et le procès*, p. 262, Albin Michel, Paris, 1955.

Jean Coutrot au lendemain des grèves notait fort justement, qu'au refus d'obéissance des salariés, avait correspondu une véritable stupeur patronale: « Les leviers psychologiques habituels du commandement se trouvent brusquement brisés. Les hommes ne songeaient plus à obéir, ni les patrons à donner des ordres. » (*L'humanisme économique — X^{me} Crise*, Paris, 1936, p. 45).

(48) Certains hommes des Lignes n'étaient pas incapables de comprendre la nécessité de travailler à créer un nouveau climat. C'est l'un d'entre-eux, J.P. Maxence qui écrit dans son *Histoire de dix ans* (p 355): « Il faut voir dans les grèves de juin 1936 la fierté de toute une classe qui réclamait son droit à la vie ».

(49) MM. Baudoin, Rist et Rueff.

Dès 1938, les quatre partis solidairement vainqueurs en 1936 étaient séparés par des haines inexpiables, qui s'ajoutaient à celles qui séparaient la droite et la gauche.

L'immense majorité des Français, absorbée par les problèmes intérieurs n'avait aucune idée de la gravité des périls qui montaient (50).

Illusion sur la victoire qu'on avait crue solide et dont on méconnaissait la précarité.

Illusion sur la sécurité qu'on attendait de la ligne Maginot.

Illusion sur la toute puissance des Alliés qu'on croit sûrs.

Ceux que parfois envahit un doute le chassent, en pensant que si quelque danger menace, il est encore lointain et que, d'ici, là l'exemple français peut réveiller en Allemagne et en Italie les masses populaires et leur donner la force de renverser leurs régimes.

Cette illusion durera jusqu'en août 1939.

*
**

Si les équipes dirigeants dans le domaine politique et social se sont révélées inférieures à leurs tâches, si les masses ont été à la fois indisciplinées et crédules, c'est en grande partie parce que le pays avait été fatigué par la crise, mais encore plus saigné par la guerre précédente.

Quel est l'âge des ministres de Léon Blum qui ont eu à la fois la conscience exacte des problèmes posés, l'intuition lucide des solutions, la volonté tenace des réalisations ?

Georges Monnet ministre socialiste de l'Agriculture, né en 1898, vient d'avoir 38 ans.

Jean Zay, ministre radical de l'Éducation Nationale, né en 1905 a 31 ans.

Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État à l'Organisation des Loisirs et aux Sports, né en 1900 n'a pas encore 36 ans.

Marx avait 33 ans lorsqu'il écrivait le Manifeste Communiste. Jaurès n'avait pas 40 ans lorsqu'il entreprenait de dresser dans la *Revue socialiste* le tableau d'une organisation socialiste. Lénine en 1917 à 47 ans ; Trotsky n'en a que 38.

En définitive, la grande cause de l'échec du gouvernement de Front Populaire n'est-elle pas là ? Les trois hommes qui, au moment décisif, occupaient les postes-clés, Léon Blum né en 1872, Paul Faure, né en 1878, Léon Jouhaux né en 1879 étaient des hommes de l'autre avant-guerre, aux prises avec des problèmes dont ils n'avaient pas pleinement mesuré l'ampleur, portés à toujours chercher des solutions dans ce qui avait été l'expérience de leur jeunesse.

Le syndicaliste Pierre Monatte a cité un jour ce mot d'un grand patron des Métaux au lendemain du Waterloo patronal qu'avait été l'accord Maitignon :

« Il n'est pas étonnant que nous ayons été battus. Nous avons pour chef des hommes de 70 ans. Les représentants des ouvriers n'avaient pas plus de 30 ans. »

N'est-ce pas pour la même raison que le Front Populaire au pouvoir n'a pas su finalement exploiter sa victoire ? *Vincere scis ; Sed victoria uti nescis...*

(50) Lors de la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936, on avait entendu cette réflexion : « Pourvu qu'ils n'en tirent pas prétexte pour retarder les élections ». Ils, c'est-à-dire, le gouvernement au pouvoir, qui était de direction radicale.

